

RAPPORT DE GESTION

INFORMATION FINANCIÈRE PROSPECTIVE

Ce rapport de gestion et les états financiers consolidés de Goodfellow inc. (« la Société ») ont été approuvés par le Comité de vérification et le Conseil d'administration le 14 février 2019. Ce rapport de gestion devrait être lu conjointement avec les états financiers consolidés et ses notes afférentes pour les exercices de douze mois terminés les 30 novembre 2018 et 2017. Ce rapport de gestion présente une revue des développements et résultats importants de l'exploitation de la Société pour les exercices de douze mois terminés les 30 novembre 2018 et 2017. Ces états financiers consolidés pour les exercices de douze mois terminés les 30 novembre 2018 et 30 novembre 2017 ont été préparés conformément aux Normes internationales d'information financière (IFRS). À moins d'indication contraire, tous les montants présentés dans le rapport de gestion sont en dollars canadiens.

Ce rapport de gestion contient des prévisions implicites et/ou explicites, ainsi que des déclarations prospectives sur les objectifs, les stratégies, la situation financière, les résultats d'exploitation et les activités de Goodfellow inc. Ces déclarations sont prospectives dans la mesure où elles sont fondées sur des attentes au sujet des marchés dans lesquels nous exerçons nos activités et sur diverses estimations et hypothèses. Bien que nous croyions que les attentes reflétées dans les déclarations prospectives présentées dans les documents et les hypothèses sur lesquels ces déclarations prospectives sont fondées soient raisonnables, rien ne garantit que ces attentes et hypothèses s'avèreront exactes. Il est recommandé au lecteur de faire preuve de prudence et ne pas se fier indûment aux déclarations prospectives comprises dans ce rapport, car rien ne garantit que se réaliseront les plans, intentions et attentes sur lesquels ces déclarations prospectives sont fondées. Les résultats réels pourraient différer de manière significative des attentes de la direction si des risques, dénotés ou non, et si des incertitudes affectaient les résultats de la Société ou si nos évaluations ou hypothèses s'avéraient inexactes. Ces risques et incertitudes comprennent, entre autres, les effets des conditions économiques générales et commerciales, y compris la nature cyclique de nos opérations, la concurrence de marché, l'inflation, les conditions du crédit, les taux de change et les risques de fluctuation des taux d'intérêt, les risques environnementaux, la concurrence des fournisseurs, la dépendance sur des employés clés et des clientèles importantes, les lois et règlements, les systèmes d'information, les structures de coût et les exigences de fonds de roulement, et d'autres facteurs décrits dans les documents publics déposés par la Société et disponibles à www.sedar.com. Pour toutes ces raisons, nous ne pouvons garantir la réalisation des déclarations prospectives. Ce rapport de gestion fournit un aperçu de notre performance antérieure ainsi que des stratégies futures et des indices de performance clés tels que perçus par l'équipe de direction de Goodfellow inc. La Société décline toute obligation de mettre à jour ou de réviser ces déclarations prospectives, sauf dans les cas prévus par toute loi applicable.

De l'information additionnelle au sujet de la Société, comme la circulaire d'information annuelle et le rapport annuel, peut être consultée sur le site internet de SEDAR à www.sedar.com.

MESURES FINANCIÈRES NON CONFORMES AUX IFRS

Les flux de trésorerie par action et le bénéfice d'exploitation avant amortissement des immobilisations corporelles et de l'amortissement des actifs incorporels (aussi désignés comme bénéfice avant intérêts, impôts et amortissements [« BAIIA »]) sont des mesures financières qui n'ont pas de sens normalisé prescrit par les Normes internationales d'information financière (IFRS), et ne pourraient pas être comparées à des mesures similaires présentées par d'autres émetteurs. La direction considère qu'il s'agit d'information utile pour les investisseurs avertis désirant évaluer la capacité de la Société à générer des fonds. Les flux de trésorerie par action sont définis comme le fonds de roulement de l'exploitation (excluant les éléments sans effet sur la trésorerie du fonds de roulement, les impôts payés et intérêts payés) s'élevant à 9,7 millions \$ pour l'exercice 2018 divisés par le nombre d'actions en circulation de 8 506 554 actions.

Rapprochement du bénéfice (perte) net et du BAIIA (en milliers de dollars)	Exercices terminés le	
	30 novembre 2018	30 novembre 2017
	\$	\$
Bénéfice (perte) net de l'exercice	2 571	(2 094)
Impôt sur le résultat	706	(1 181)
Charges financières nettes	3 476	4 199
Bénéfice d'exploitation	6 753	924
Dépréciation et amortissement	3 690	4 085
BAIIA	10 443	5 009

VUE D'ENSEMBLE DE LA SOCIÉTÉ

Goodfellow est un distributeur de produits de bois, de matériaux de construction et de plancher de bois franc. La Société est active dans les domaines de la distribution en gros, le ré-usinage de produits de bois, la distribution et le courtage de bois. La Société vend à plus de 7 000 clients dans trois secteurs principaux, soit les secteurs industriels, manufacturiers et de commerce de détail. La Société exploite 13 centres de distribution, 9 usines de transformation au Canada et 1 centre de distribution aux États-Unis.

PERFORMANCE GLOBALE

En 2018, la Société s'est concentrée sur le rapprochement de ses niveaux de stocks et a défini ses priorités sur ses principales catégories de stock. La Société reste déterminée à renforcer son réseau de distribution partout au Canada. Notre modèle d'entreprise continue de s'aligner sur la croissance organique grâce à la pénétration de marché géographique, aux gains de parts de marché, à la distribution de nouvelles lignes de produits à valeur ajoutée et au renforcement de nos activités principales. Goodfellow inc. s'est engagée à être le chef de file des produits forestiers spécialisés et à offrir des solutions novatrices en matière de service à la clientèle.

L'exercice 2018 a été budgétisé comme une transition vers la rentabilité historique. En tant qu'opérateurs responsables, la direction a poursuivi son objectif d'éradication des stocks obsolètes. Les mesures de contrôle des coûts ont continué d'être mises en œuvre grâce à l'efficacité opérationnelle et à l'amélioration continue des processus au sein du ERP. Grâce à notre discipline sur les prix, les marges se sont globalement maintenues malgré des fluctuations très volatiles des produits de commodités.

Les résultats du premier trimestre 2018 ont été une perte nette de 1,4M\$, les pertes traditionnelles étant atténuées par une conjoncture économique décente en janvier-février jusqu'à la fin du trimestre. Le deuxième trimestre 2018 a culminé avec un mois de mai exceptionnel et un bénéfice net de 1,8M\$. Le début du troisième trimestre 2018 a montré des signes discrets de ralentissement des marchés, en particulier en Ontario, et de difficultés persistantes en Alberta/Saskatchewan. Les prix des produits de contreplaqué et du bois d'œuvre ont chuté à un rythme sans précédent, laissant ces catégories en détresse. Les ventes globales aux troisième et quatrième trimestres 2018 ont chuté par rapport aux attentes, générant néanmoins un bénéfice net de 2,0M\$ pour le troisième trimestre 2018 et un bénéfice net de 0,2M\$ au quatrième trimestre 2018, par rapport à 1,6M\$ au troisième trimestre 2017 et à 2,2M\$ au troisième trimestre 2017. La Société a pu poursuivre son mandat pour rétablir sa rentabilité en 2018. Le bénéfice net de 2018 a été de 2,6M\$ comparativement à 2,1M\$ de perte nette en 2017.

INFORMATION ANNUELLE SÉLECTIONNÉE (en milliers de dollars, sauf pour les montants par action)

	2018	2017	2016
	\$	\$	\$
Chiffre d'affaires	475 207	523 659	565 173
Bénéfice (perte) avant impôt sur le résultat	3 277	(3 275)	(16 294)
Bénéfice (perte) net	2 571	(2 094)	(12 105)
Actifs totaux	190 718	197 233	241 568
Dette à long terme	43	55	126
Dividendes en argent	-	-	2 552
PAR ACTION ORDINAIRE			
Bénéfice (perte) net par action, de base et dilué	0,30	(0,25)	(1,42)
Fonds de roulement de l'exploitation (excluant la variation des éléments sans effet sur la trésorerie du fonds de roulement, impôts payés et intérêts payés)	1,14	0,31	(1,27)
Capitaux propres	13,27	12,86	13,01
Prix de l'action	6,00	8,33	9,05
Dividendes en argent	-	-	0,30

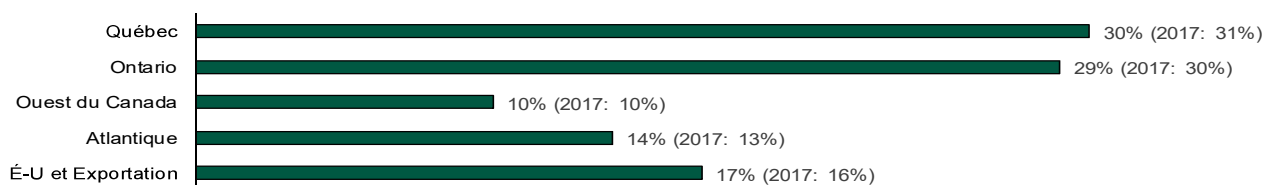
COMPARAISON DES EXERCICES TERMINÉS LE 30 NOVEMBRE 2018 ET 2017

(en milliers de dollars, sauf pour les montants par action)

FAITS SAILLANTS POUR LES EXERCICES DE DOUZE MOIS TERMINÉS LE 30 NOVEMBRE 2018 ET 2017	2018	2017	Variance
	\$	\$	%
Chiffre d'affaires	475 207	523 659	-9,3
Bénéfice (perte) avant impôt sur le résultat	3 277	(3 275)	+200,1
Bénéfice (perte) net	2 571	(2 094)	+222,8
Bénéfice (perte) net par action, de base et dilué	0,30	(0,25)	+220,0
Fonds de roulement de l'exploitation (excluant la variation des éléments sans effet sur la trésorerie du fonds de roulement, impôts payés et intérêts payés)	9 705	2 630	+269,0
BAIIA	10 443	5 009	+108,5
Dette bancaire moyenne	69 569	80 010	-13,0
Stock moyen	104 832	105 361	-0,5

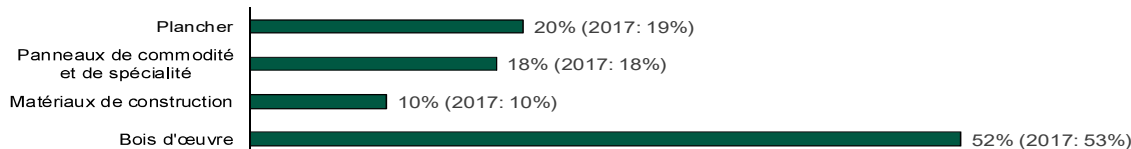
Au Canada, les ventes au cours de l'exercice 2018 ont diminué de 10 % par rapport à l'an dernier, particulièrement en raison de la diminution des ventes de bois traité sous pression, des panneaux de commodité et de spécialité, et de matériaux de construction. Au Québec, les ventes ont enregistré une baisse de 12 % comparativement à l'an dernier en raison de la diminution des ventes de bois traité sous pression et des panneaux de commodité et de spécialité. En Ontario, les ventes ont diminué de 12 % par rapport à l'an dernier en raison de la diminution des ventes de bois traité sous pression et de plancher. Dans l'Ouest canadien, la baisse a été de 11 % par rapport à l'an dernier à cause de la diminution des ventes de revêtement, de matériaux de construction et de bois franc. En Atlantique, les ventes sont similaires à l'an dernier.

Distribution géographique des ventes 2018



Aux États-Unis, les ventes au cours de l'exercice 2018 ont diminué de 6 % en dollars canadiens par rapport à l'an dernier en raison d'une demande plus faible pour le bois franc. En devise américaine, les ventes ont baissé de 5 % par rapport à l'an dernier. Finalement, les ventes à l'exportation ont baissé de 5 % par rapport à l'an dernier, en raison d'une diminution de la demande pour le bois franc et le plancher.

Distributions des ventes par produits 2018



Concernant la distribution des ventes par produits, les ventes de plancher au cours de l'exercice 2018 ont baissé de 6 % par rapport à l'an dernier. Les ventes de panneaux de commodité et de spécialité ont diminué de 10 % par rapport à l'an dernier. Les ventes de matériaux de construction ont baissé de 10 % par rapport à l'an dernier. Finalement, les ventes de bois d'œuvre, notre produit principal, ont diminué de 10 % par rapport à l'an dernier.

Coût des ventes

Au cours de l'exercice 2018, le coût des ventes s'est élevé à 387,3 millions \$ comparativement à 442,2 millions \$ l'an dernier. Le coût des ventes a diminué de 12,4 % par rapport à l'an dernier. Les coûts totaux des frais de transport à la vente ont diminué de 14,3 % par rapport à l'an dernier. Les profits bruts ont augmenté de 8,0 % par rapport à l'an dernier alors que les marges brutes ont augmenté de 15,6 % à 18,5 %.

Frais de vente et charges administratives et générales

Au cours de l'exercice 2018, les frais de ventes et charges administratives et générales s'élevaient à 81,2 millions \$ comparativement à 81,7 millions \$ l'an dernier. Les frais de ventes et charges administratives et générales ont diminué de 0,6 % par rapport à l'an dernier.

Charges financières nettes

Au cours de l'exercice 2018, les charges financières nettes s'élevaient à 3,5 millions \$ comparativement à 4,2 millions \$ l'an dernier. La moyenne du taux préférentiel canadien a augmenté à 3,54 % comparativement à 2,87 % l'an dernier. La moyenne du taux préférentiel des É.-U. a augmenté à 4,83 % comparativement à 4,06 % l'année dernière. La dette bancaire moyenne s'élevait à 69,6 millions \$ par rapport à 80,0 millions \$ l'année dernière.

COMPARAISON DES TROIS MOIS TERMINÉS LES 30 NOVEMBRE 2018 ET 2017

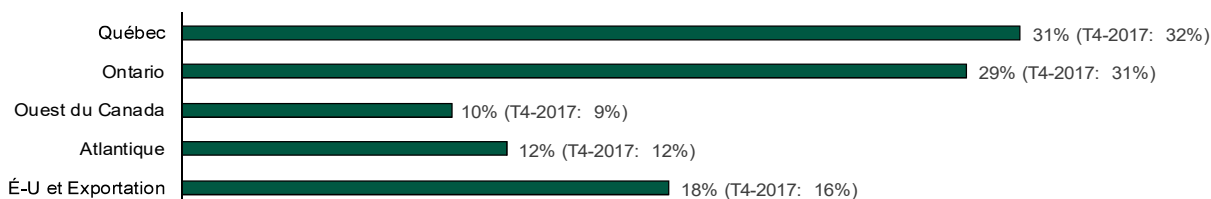
(en milliers de dollars, sauf pour les montants par action)

FAITS SAILLANTS POUR LES PÉRIODES DE TROIS MOIS TERMINÉS LES 30 NOVEMBRE 2018 ET 2017	T4-2018	T4-2017	Variance
	\$	\$	%
Chiffre d'affaires	112 742	127 558	-11,6
(Perte) bénéfice avant impôt sur le résultat	(22)	2 711	-100,8
Bénéfice net	197	2 216	-91,1
Bénéfice net par action, de base et dilué	0,02	0,26	-92,3
Fonds de roulement de l'exploitation (excluant la variation des éléments sans effet sur la trésorerie du fonds de roulement, impôts payés et intérêts payés)	1 609	3 425	-53,0
BAIIA	1 821	4 957	-63,3
Dette bancaire moyenne	56 112	60 971	-8,0
Stock moyen	99 876	95 956	+4,1

Au Canada, les ventes au cours du quatrième trimestre de l'exercice 2018 ont diminué de 13 % par rapport à l'an dernier en raison principalement de la diminution des ventes de bois traité sous pression, de matériaux de construction et des panneaux de commodité et de spécialité. Au Québec, les ventes ont chuté de 14 % en raison de la diminution des ventes de bois traité sous pression et de panneaux de commodité et de spécialité.

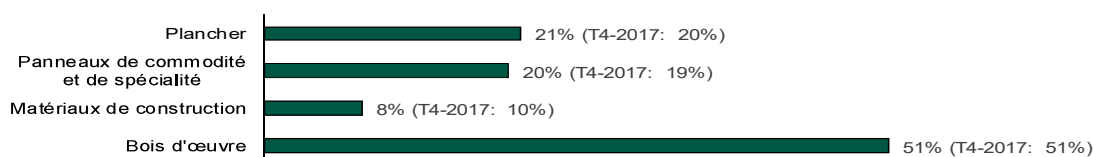
En Ontario, les ventes ont diminué de 18 % en raison principalement de la baisse des ventes de bois traité sous pression et de plancher. Dans l'Ouest canadien, les ventes ont augmenté de 1 % à cause de l'augmentation des ventes de plancher et de revêtement. En Atlantique, les ventes ont baissé de 8 % en raison d'une baisse des ventes de bois de charpente et de bois traité sous pression.

Distribution géographique des ventes pour le quatrième trimestre terminé le 30 novembre 2018



Aux États-Unis, les ventes au cours du quatrième trimestre de l'exercice 2018 ont augmenté de 2 % en dollars canadiens par rapport à l'an dernier, en raison de l'augmentation de la vente de bois de charpente et de plancher. En devise américaine, les ventes ont diminué de 3 % par rapport à l'an dernier. Finalement, les ventes à l'exportation ont baissé de 11 % comparativement à l'an dernier, principalement en raison d'un projet de bois de charpente vendu en 2017.

Distribution des ventes par produits pour le quatrième trimestre terminé le 30 novembre 2018



Concernant la distribution des ventes par produits, les ventes de plancher au cours du quatrième trimestre de l'exercice 2018 ont diminué de 7 % par rapport à l'an dernier. Les ventes de panneaux de spécialité et de commodité ont diminué de 9 % par rapport à l'an dernier. Les ventes de matériaux de construction ont chuté de 27 % par rapport à l'an dernier. Finalement, les ventes de bois d'œuvre ont diminué de 12 % par rapport à l'an dernier.

Coût des ventes

Au cours du quatrième trimestre de l'exercice 2018, le coût des ventes s'élevait à 91,9 millions \$ comparativement à 104,6 millions \$ l'an dernier. Le coût des ventes a diminué de 12,1 % comparativement à l'an dernier. Les coûts totaux des frais de transport à la vente ont diminué de 14,3 % par rapport à l'an dernier. Les profits bruts ont diminué de 9,2 % par rapport à l'an dernier alors que les marges brutes ont augmenté de 18,0 % à 18,5 %.

Frais de vente et charges administratives et générales

Au cours du quatrième trimestre de l'exercice 2018, les frais de ventes et charges administratives et générales s'élevaient à 20,0 millions \$ comparativement à 20,4 millions \$ l'an dernier. Les frais de ventes et charges administratives et générales ont diminué de 2,0 % par rapport à l'an dernier.

Charges financières nettes

Au cours du quatrième trimestre de l'exercice 2018, les charges financières nettes s'élevaient à 0,9 million \$ comparativement à 1,1 million \$ l'an dernier. La moyenne du taux préférentiel canadien s'élevait à 3,80 % comparativement à 3,20 % l'an dernier. La moyenne du taux préférentiel des É.-U. a augmenté à 5,17 % comparativement à 4,25 % l'année dernière. La dette bancaire moyenne s'élevait à 56,1 millions \$ par rapport à 61,0 millions \$ l'année dernière.

SOMMAIRE DES HUIT DERNIERS TRIMESTRES COMPLÉTÉS

(en milliers de dollars, sauf pour les montants par action)

	Fév-2018	Mai-2018	Août-2018	Nov-2018
	\$	\$	\$	\$
Chiffre d'affaires	96 684	133 326	132 455	112 742
(Perte) bénéfice net	(1 431)	1 812	1 993	197
(Perte) bénéfice net par action, de base et dilué	(0,17)	0,21	0,24	0,02

	Fév-2017	Mai-2017	Août-2017	Nov-2017
	\$	\$	\$	\$
Chiffre d'affaires	113 490	139 641	142 970	127 558
(Perte) bénéfice net	(5 401)	(541)	1 632	2 216
(Perte) bénéfice net par action, de base et dilué	(0,63)	(0,07)	0,19	0,26

Tel qu'indiqué ci-haut, nos résultats des huit derniers trimestres suivent un cycle saisonnier, avec des ventes traditionnellement plus élevées durant les deuxièmes et troisièmes trimestres.

ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE

Actifs totaux

Au 30 novembre 2018, les actifs totaux s'élevaient à 190,7 millions \$ comparativement à 197,2 millions \$ l'an dernier. La trésorerie au 30 novembre 2018 totalisait 2,6 millions \$ comparativement à 1,6 million \$ l'an dernier. Les comptes clients et autres débiteurs affichaient 50,0 millions \$ au 30 novembre 2018 comparativement à 57,6 millions \$ l'an dernier. Les impôts à recouvrer au 30 novembre 2018 étaient nuls comparativement à 1,6 millions \$ l'an dernier. La valeur des stocks au 30 novembre 2018 était de 92,5 millions \$ comparativement à 88,9 millions \$ l'an dernier. Les charges payées d'avance au 30 novembre 2018 totalisaient 3,1 millions \$ comparativement à 2,8 millions \$ l'an dernier. Les actifs au titre des régimes à prestations déterminées s'élevaient à 2,7 millions \$ au 30 novembre 2018 comparativement à 2,4 millions \$ l'an dernier. Au 30 novembre 2018, les investissements ont clôturé à 25 mille \$ comparativement à 285 mille \$ l'an dernier, reflétant ainsi la valeur comptable de l'investissement dans la coentreprise. Les autres actifs étaient de 0,9 million \$ au 30 novembre 2018 (identique à l'an dernier).

Immobilisations corporelles et actifs incorporels

Au 30 novembre 2018, les immobilisations corporelles s'élevaient à 34,4 millions \$ comparativement à 36,2 millions \$ l'an dernier. Les dépenses en capital au cours de l'exercice 2018 totalisaient 1,2 million \$ comparativement à 1,3 millions \$ l'an dernier. Les immobilisations corporelles capitalisées au cours de l'exercice 2018 comprenaient les améliorations locatives, des ordinateurs, du matériel roulant et de l'équipement de cour. Les actifs incorporels totalisaient 4,4 millions \$ au 30 novembre 2018 comparativement à 4,9 millions \$ l'an dernier. Le produit de disposition d'immobilisations corporelles au cours de l'exercice 2018 a été de 0,1 million \$ comparativement à 1,6 million \$ l'an dernier. L'amortissement des immobilisations corporelles et incorporels au cours de l'exercice 2018 était de 3,7 millions \$ comparativement à 4,1 millions \$ l'an dernier. Traditionnellement, les dépenses en capital sont généralement limitées au montant de l'amortissement.

Passifs totaux

Au 30 novembre 2018, les passifs totaux s'élevaient à 77,9 millions \$ comparativement à 87,8 millions \$ l'an dernier. La dette bancaire totalisait 42,8 millions \$ comparativement à 52,3 millions \$ l'an dernier. Les comptes fournisseurs et autres créditeurs étaient de 29,2 millions \$ au 30 novembre 2018 comparativement à 29,4 millions \$ l'an dernier. Les impôts à payer étaient de 0,4 million \$ au 30 novembre 2018 (nul l'an dernier). Les provisions au 30 novembre 2018 s'élevaient à 1,7 million \$ comparativement à 1,4 million \$ l'an dernier. La dette à long terme au 30 novembre 2018 totalisait 57 mille \$ comparativement à 194 mille \$ l'an dernier. Les impôts différés s'élevaient au 30 novembre 2018 à 3,7 millions \$ comparativement à 3,6 millions \$ l'an dernier. Les obligations au titre des régimes à prestations déterminées étaient de 0,1 million \$ au 30 novembre 2018 comparativement à 0,9 million \$ l'an dernier.

Capitaux propres

Au 30 novembre 2018, les capitaux propres s'élevaient à 112,9 millions \$ par rapport à 109,4 millions \$ l'an dernier. La Société a généré un taux de rendement des capitaux propres de 2,3 % au cours de l'exercice 2018 par rapport à (1,9) % l'an dernier. Le prix de clôture en bourse des actions était de 6,00 \$ par action au 30 novembre 2018 comparativement à 8,33 \$ l'an dernier. La valeur comptable des actions au 30 novembre 2018 était de 13,27 \$ par action comparativement à 12,86 \$ par action l'an dernier. Le capital social a clôturé à 9,2 millions \$ (identique à l'an dernier). Aucun dividende déterminé au cours de l'exercice 2018 n'a été déclaré et payé aux détenteurs d'actions participatives (identique à l'an dernier).

GESTION DU CAPITAL

Financement

En décembre 2017, la Société a renouvelé son entente de crédit avec ses prêteurs actuels, soit deux banques à charte canadiennes. L'entente de crédit comprend une marge maximale de 100 millions \$ et cette entente est renouvelable en mai 2019. Au 30 novembre 2018, la marge disponible était de 90 millions \$, correspondant à la saison plus faible des opérations sur base saisonnière. Les fonds empruntés en vertu de cette entente de crédit portent intérêt au taux préférentiel plus une prime et sont garantis par une sûreté de premier rang sur l'universalité des biens meubles de la Société. Au 30 novembre 2018, la Société respectait ses engagements financiers. Au 30 novembre 2018, selon l'entente de crédit, la Société utilisait 41 millions \$ de sa facilité de crédit comparé à 51 millions \$ au 30 novembre 2017.

Les affaires de la Société sont sujettes à des fluctuations saisonnières, avec des ventes traditionnellement plus élevées durant les deuxièmes et troisièmes trimestres. Par conséquent, les besoins de liquidités sont généralement plus grands pendant ces périodes. La direction croit que la marge actuelle est adéquate pour répondre aux besoins des flux de trésorerie prévisionnels. Les sources de financement et l'accès au capital sont divulgués en détail sous la rubrique LIQUIDITÉ ET GESTION DU RISQUE DANS LES CONDITIONS ÉCONOMIQUES ACTUELLES.

Flux de trésorerie

Pour l'exercice 2018, les flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles étaient de 11,6 millions \$ comparativement à 39,7 millions \$ l'an dernier. Les activités de financement au cours de l'exercice 2018 étaient de (10,1) millions \$ comparativement à (40,6) millions \$ l'an dernier. Les activités d'investissement au cours de l'exercice 2018 étaient de (1,0) million \$ comparativement à 3,1 millions \$ l'an dernier (voir Immobilisations corporelles et actifs incorporels pour de plus amples détails).

LIQUIDITÉ ET GESTION DU RISQUE DANS LES CONDITIONS ÉCONOMIQUES ACTUELLES

Les objectifs de la Société sont les suivants :

1. Maintenir sa souplesse financière afin de préserver sa capacité à respecter ses obligations financières;
2. Maintenir un ratio dette/équité faible pour préserver sa capacité à poursuivre sa stratégie de croissance interne;
3. Maintenir des ratios financiers selon les exigences requises;
4. Fournir un rendement adéquat à ses actionnaires.

La Société définit son capital comme l'avoir des actionnaires et ses dettes. L'avoir des actionnaires correspond au montant payé de capital action pour les actions émises, entièrement payées et libérées plus les résultats non distribués calculés sur une base consolidée selon les IFRS. La dette comprend l'endettement bancaire réduit par les montants de trésorerie et d'équivalents de trésorerie. La capitalisation représente la somme de la dette et des capitaux propres.

La Société gère sa structure de capital et effectue des ajustements en fonction des changements des conditions économiques et des caractéristiques de risque des actifs sous-jacents. Afin de maintenir ou d'ajuster sa structure de capital, la Société peut ajuster le montant des dividendes payés aux actionnaires, émettre de nouvelles actions ou racheter des actions en vertu du cours normal d'offre de l'émetteur, acquérir ou vendre des actifs afin d'améliorer sa performance et sa flexibilité financière ou retourner du capital aux actionnaires. L'utilisation première du capital par la Société est pour financer des augmentations du fonds de roulement sans effet sur la trésorerie, et des dépenses en capital pour augmenter sa capacité de production. La Société finance ces besoins à même le fonds de roulement provenant de l'exploitation et de ses facilités de crédit d'exploitation. La stratégie et les objectifs financiers de la Société demeurent pratiquement inchangés.

La Société est soumise à certains engagements en vertu de son entente de crédit. Ces engagements comprennent un ratio dette/équité et un ratio de couverture des intérêts. La Société surveille ses ratios sur une base mensuelle. La Société respecte actuellement toutes les exigences en capital imposées par toute entité externe. La Société ne fait l'objet d'aucune autre obligation relative à son capital imposée par quelque entité externe autre que celles prévues en vertu de son entente de crédit. La Société juge que tous ces ratios se situent dans des limites raisonnables, en tenant compte de la taille relative de la Société et de ses objectifs de gestion du capital.

Aux 30 novembre 2018 et 2017, la Société a réalisé les résultats suivants eu égard à ses objectifs de gestion du capital :

	Au	Au
Gestion du capital	30 novembre	30 novembre
	2018	2017
Ratio de la dette sur le capital	26,6 %	32,8 %
Ratio de couverture des intérêts	3,0	- *
Rendement sur l'avoir des actionnaires	2,3 %	(1,9) %
Ratio du fonds de roulement	2,0	1,8
BAIIA (en milliers de dollars)	10 443 \$	5 009 \$

* Ratio de couverture des intérêts n'était pas requis pour l'exercice 2017.

Ces mesures ne sont pas exigées par les IFRS et sont définies par la Société comme suit :

- Le ratio de la dette sur le capital représente la dette couverte par l'avoir des actionnaires. La dette couverte est la dette bancaire moins l'encaisse et les équivalents d'encaisse. La capitalisation consiste en la dette couverte plus l'avoir des actionnaires.
- Le ratio de couverture des intérêts représente le BAIIA au cours de la période pour laquelle le calcul est effectué sur les frais d'intérêts pour la même période sur une base consolidée, calculé sur une période continue de quatre trimestres.
- Le rendement sur l'avoir des actionnaires correspond au bénéfice (perte) net divisé par l'avoir des actionnaires.
- Le ratio du fonds de roulement est le total des actifs à court terme divisé par le total des passifs à court terme.
- BAIIA est le bénéfice avant intérêts, impôts et amortissement.

Généralité

La direction concentre tous ses efforts pour s'assurer que la Société tire avantage d'une gestion efficace du risque. Celle-ci a été renforcée selon des critères encore plus stricts avec les fluctuations économiques. Il incombe à la direction la responsabilité d'identifier et d'évaluer les risques potentiels pouvant avoir un impact important sur les opérations de la Société et sa position financière, de même que les stratégies de gestion du risque implantées au sein de la Société. Celle-ci doit également déterminer les dispositions afférentes à toutes les responsabilités en matière de gestion du risque, notamment en élaborant diverses politiques et procédures au soutien de stratégies efficaces relatives au contrôle interne et externe et en les recommandant au Conseil d'administration ou à son Comité de vérification, afin d'améliorer et de réduire l'impact des facteurs de risque reliés aux exploitations et activités commerciales.

Risque de crédit

La Société gère rigoureusement le crédit accordé à ses clients. La période de recouvrement des comptes clients a été traditionnellement plus longue au cours du deuxième et du troisième trimestre de son exercice. L'affaiblissement rapide de la conjoncture économique pourrait entraîner d'autres dépenses pour créances douteuses.

Risque lié aux fournisseurs

Le modèle de gestion de la Société est en grande partie fondé sur une relation à long terme avec un réseau de fabricants locaux et internationaux, qui lui permet de réduire les risques reliés à l'évaluation d'inventaire et de s'ajuster aux fluctuations de la demande. En outre, la Société a pour coutume de tirer avantage de l'escompte de paiement et de payer ses fournisseurs en temps opportun, ce qui génère de solides relations avec nos fournisseurs et partenaires clés.

Structure de coût, besoins de fonds de roulement et service de la dette

Au 30 novembre 2018, son ratio de la dette sur le capital était de 26,6 % comparativement à 32,8 % le 30 novembre 2017. En décembre 2017, la Société a renouvelé son entente de crédit avec ses prêteurs actuels, soit deux banques à charte canadiennes. L'entente de crédit comprend une marge maximale de 100 millions \$ et cette entente est renouvelable en mai 2019. Au 30 novembre 2018, la marge disponible était de 90 millions \$, correspondant à la saison plus faible des opérations sur base saisonnière.

Les fonds empruntés en vertu de cette entente de crédit portent intérêt au taux préférentiel plus une prime et sont garantis par une sûreté de premier rang sur l'universalité des biens meubles de la Société. Au 30 novembre 2018, la Société respectait ses engagements financiers. Au 30 novembre 2018, selon l'entente de crédit, la Société utilisait 41 millions \$ de sa facilité de crédit comparé à 51 millions \$ au 30 novembre 2017.

Pour de plus amples informations, les principaux facteurs de risque auxquels la Société fait face sont présentés dans le Rapport de gestion contenu dans le Rapport annuel de la Société pour l'année financière terminée le 30 novembre 2018, ainsi que dans la notice annuelle sur SEDAR (www.sedar.com).

ENGAGEMENTS ET ÉVENTUALITÉS

Au 30 novembre 2018, les loyers minimums futurs à payer sur les baux de location-exploitation pour les bureaux, les entrepôts, les véhicules, les cours et l'équipement, n'ont pas significativement changés et s'établissaient comme suit :

Engagements contractuels	Paiements dus par période (en milliers de dollars)				
	Total	Moins d'un an	1 - 3 ans	4 - 5 ans	Plus de 5 ans
Location-exploitation	20 297	5 235	7 854	5 154	2 054
Engagements d'achat	226	226	-	-	-
Engagements contractuels totaux	20 523	5 461	7 854	5 154	2 054

Passifs éventuels

Dans le cours normal des affaires, certaines actions en responsabilité pour les produits et d'autres réclamations ont été entreprises contre la Société, et s'il y a lieu, ses fournisseurs. Bien qu'il existe des difficultés inhérentes à prévoir les résultats de telles actions, la direction a vigoureusement contesté la validité de ces réclamations, le cas échéant, et à sa connaissance actuelle, elle croit que celles-ci sont sans fondement et ne s'attend pas à ce que les résultats de ces réclamations, en tenant compte des couvertures d'assurance en vigueur ou de la nature des réclamations, prises individuellement ou dans leur ensemble, puissent avoir un impact négatif important sur la position financière consolidée, les résultats d'exploitation ou les bénéfices futurs de la Société.

FACTEURS DE RISQUE

Risque de change

Il existe certains risques d'évaluation reliés à la performance du dollar canadien par rapport au dollar américain, à l'euro et à la livre sterling. Périodiquement, la Société utilise des contrats de change à terme pour protéger certains comptes fournisseurs et engagements d'achat futurs en dollars américains et en euros. Au cours de l'exercice financier terminé le 30 novembre 2018, la Société n'a pas fait l'usage de contrat de change afin d'atténuer l'effet sur ses ventes et ses achats. Au 30 novembre 2018, la Société n'avait aucun contrat de change en vigueur.

Risque de taux d'intérêt

La Société détient une facilité de crédit renouvelable pour financer ses besoins en fonds de roulement. Les frais d'intérêts de cette facilité de crédit dépendent du taux préférentiel des banques canadiennes et américaines. L'augmentation de ce taux aura, le cas échéant, une incidence défavorable sur la rentabilité de la Société.

Risque de crédit

La Société est exposée à un risque de crédit de la part de ses clients. En s'assurant d'une composition diversifiée de sa clientèle, ce risque est atténué en réduisant le montant auquel la Société est exposée envers l'un ou l'autre de ses clients. De plus, la Société utilise un système de gestion du crédit pour limiter le risque de pertes dues à l'insolvabilité ou à une faillite d'un de ses clients. Elle a également recours à l'assurance-crédit afin de réduire les pertes dues aux créances irrécouvrables. La perte d'un client important pourrait avoir un impact majeur sur les résultats, les opérations et sur la santé financière de la Société.

Risques environnementaux

Le site St-André (QC) de la Société présente des traces de contamination de surface continues provenant des activités de traitement antérieures dépassant les exigences réglementaires existantes. La Société a reçu l'approbation du plan de réhabilitation environnementale au cours de l'exercice 2016. La Société a mis ce plan en œuvre au cours de l'exercice 2016. En nous basant sur les informations actuellement disponibles, les provisions au 30 novembre 2018 sont jugées par la direction comme étant adéquates pour couvrir tout coût projeté pouvant être engagé à l'avenir. La réhabilitation devrait avoir lieu progressivement au cours des trois prochaines années.

Étant donné la nature à long terme de ce passif, les coûts à engager pour le traitement des sols constituent la plus grande incertitude dans l'estimation de la provision. Plus particulièrement, la Société a présumé que le site sera remis en état en utilisant les technologies et les matériaux actuellement disponibles. La Société a reçu une estimation raisonnable, qui reflète différentes hypothèses tenant compte du prix individuel des différentes composantes. La provision a été calculée à l'aide d'un taux d'actualisation de 5,2 %, et d'un taux d'inflation de 1,7 %.

Concurrence de nos fournisseurs

La Société fait face à la concurrence de certains de ses fournisseurs dans certains marchés. À l'occasion, nos fournisseurs peuvent décider de vendre directement à nos clients, devenant ainsi nos concurrents. Ceci peut nuire à la compétitivité de la Société et pourrait donc avoir un impact sur ses ventes.

Risque lié aux employés clés

La Société dépend des services continus de certains cadres supérieurs. Bien que la Société croit pouvoir remplacer ces employés dans un délai raisonnable si la situation l'exigeait, la perte de ces employés clés pourrait avoir un impact significatif sur la Société.

Dépendance relative aux clients importants

La Société ne possède pas de contrats à long terme avec aucun de ses clients. Les contrats de distribution sont habituellement attribués annuellement et peuvent être révoqués. Deux clients importants contribuent plus de 10 % aux ventes totales de la Société au cours de l'exercice 2018 (identique à l'an dernier). Ce qui suit représente le total des ventes constituées principalement de divers produits de bois des clients importants :

(en milliers de dollars)	Exercices terminés le			
	30 novembre 2018		30 novembre 2017	
	\$	%	\$	%
Ventes des clients importants qui ont contribué plus de 10 % du total des ventes de la Société	110 699	23,3	110 848	21,2

La perte d'un client important pourrait avoir un impact majeur sur les résultats, les opérations et sur la santé financière de la Société. Les valeurs comptables des actifs financiers représentent le risque de crédit maximal.

Dépendance relative aux conditions économiques du marché

La demande des produits de la Société dépend énormément des marchés de la rénovation domiciliaire et des nouvelles constructions commerciales et domiciliaires. Le niveau d'activités dans les marchés de la rénovation et des nouvelles constructions domiciliaires dépend de plusieurs facteurs, y compris la demande générale en matière de résidence, les taux d'intérêt, la disponibilité du financement, la capacité à payer les résidences, les niveaux de chômage, les tendances démographiques changeantes, la croissance du produit national brut, la confiance des consommateurs et d'autres conditions économiques en général. Comme de tels marchés sont sensibles aux variations cycliques de l'économie, les ralentissements économiques futurs ou l'absence de croissance économique peuvent avoir un impact négatif sur l'entreprise.

Entente avec la clientèle

La majorité des ententes d'approvisionnement et des ententes avec la clientèle de la Société varient considérablement en termes de durée. La plupart des ententes liées aux commandes individuelles et à la livraison des produits à la clientèle sont conclues lors de l'exécution de toutes nos obligations contractuelles. Certaines ententes exigent que les clients achètent les produits plusieurs mois avant la livraison. Ces ententes, appelées placements, varient en termes de durée, mais celles-ci ont généralement une durée de moins de six mois. Rien ne garantit que ces clients renouvelleront leurs placements ou continueront à placer des commandes auprès de la Société.

Nature cyclique

Les activités de la Société sont dans une grande mesure saisonnière et cyclique et fluctuent avant le début de la saison de construction normale. Au cours du second trimestre, la Société accumule les stocks par anticipation de la saison de construction. La saison de vente, très achalandée, débute dans la seconde moitié du deuxième trimestre et se poursuit jusqu'à la fin du troisième trimestre. De plus, la Société est soumise au cycle économique normal, à celui du marché de l'habitation et aux facteurs macroéconomiques, comme les taux d'intérêt. Bien que la Société anticipe que ces fluctuations saisonnières et cycliques continueront dans un avenir prévisible, elle cherche à réduire leur impact sur son exploitation et ses ventes.

Approvisionnement

La Société est exposée au risque d'approvisionnement principalement en relation avec les importations provenant de l'Asie. La direction ne prévoit pas encourir de pertes importantes relativement à son approvisionnement, du fait qu'elle a développé des liens solides et durables auprès de nombreux fournisseurs-clés.

Lois et règlements

La Société est soumise à de nombreuses lois et à de nombreux règlements. Ces lois réglementent les pratiques de crédit, le transport des produits, leur importation et leur exportation ainsi que l'emploi. De nouvelles lois régissant les affaires de la Société pourraient être adoptées ou des modifications aux lois en vigueur pourraient être apportées, et dans chacun de ces cas, il pourrait en résulter une incidence importante sur les affaires de la Société. Plusieurs lois et règlements étrangers limitent notre capacité à concurrencer de manière efficace dans ces marchés étrangers.

Système d'information

Le système de gestion intégré de la Société (ERP) fournit à la direction des informations servant à évaluer les contrôles financiers, les rapports, les analyses de vente et stratégies. La Société a mis en place un nouveau système de gestion de l'information ERP en 2016. Le nouveau système ERP fournira à la direction des informations qui devraient être utilisées pour améliorer les analyses, les rapports et les contrôles financiers. Rien ne garantit que le système ERP produira les informations et les avantages attendus par la direction. Chacun de ces facteurs de risque pourrait avoir une incidence défavorable importante sur les affaires. Les résultats d'exploitation dépendent également de la maintenance, de la mise à jour et du remplacement ponctuels des réseaux, du matériel, des systèmes de TI et des logiciels, ainsi que des dépenses engagées pour des mesures préventives visant à atténuer les risques de pannes. Ce genre d'événements et bien d'autres encore pourraient provoquer une panne des systèmes d'informations, des délais ou des dépenses en capital accrues. Une panne des systèmes d'information ou d'une composante de ces derniers peut, en fonction de la nature de la panne, avoir une incidence défavorable sur les résultats d'exploitation de la Société. De plus, celle-ci se fie à ses fournisseurs pour soutenir, maintenir et mettre périodiquement à jour le système ERP ou les autres systèmes, qui sont essentiels pour fournir à la direction les informations appropriées dont elle a besoin pour prendre des décisions. Si les systèmes de rechange de la Société n'étaient pas en mesure d'assurer le relais d'une façon efficace et ponctuelle, l'incapacité de ces fournisseurs à continuer à soutenir, à maintenir ou à mettre à jour ces logiciels pourrait perturber l'exploitation de la Société. Si les perturbations des systèmes de technologie de l'information ne sont pas prévues et atténuées correctement ou si on ne réussit pas la mise en œuvre de nouveaux systèmes ou leurs mises à jour, il pourrait en résulter une incidence défavorable importante sur l'entreprise ou ses résultats d'exploitation.

INSTRUMENTS FINANCIERS ET AUTRES INSTRUMENTS

Gestion du risque

La Société est exposée à des risques financiers qui découlent des fluctuations des taux d'intérêt et des taux de change ainsi que de la volatilité de ces taux.

Risque lié au financement et risque de liquidité

La Société obtient du financement à court terme auprès de deux banques à charte canadiennes.

Les échéances contractuelles des passifs financiers au 30 novembre 2018 s'établissent comme suit :
(en milliers de dollars)

Passifs financiers				
	Valeur comptable	Flux de trésorerie contractuels	De 0 à 12 mois	De 12 à 36 mois
Dette bancaire	42 835	42 835	42 835	-
Fournisseurs et autres créditeurs	29 192	29 192	29 192	-
Dette à long terme	57	57	14	43
Total des passifs financiers	72 084	72 084	72 041	43

Les échéances contractuelles des passifs financiers au 30 novembre 2017 s'établissent comme suit :

Passifs financiers				
	Valeur comptable	Flux de trésorerie contractuels	De 0 à 12 mois	De 12 à 36 mois
Dette bancaire	52 309	52 309	52 309	-
Fournisseurs et autres créditeurs	29 409	29 409	29 409	-
Dette à long terme	194	194	139	55
Total des passifs financiers	81 912	81 912	81 857	55

Risque de taux d'intérêt

La Société détient une facilité de crédit renouvelable pour financer ses besoins en fonds de roulement. Les frais d'intérêts de cette facilité de crédit dépendent du taux préférentiel des banques canadiennes et américaines. L'augmentation de ce taux aura, le cas échéant, une incidence défavorable sur la rentabilité de la Société. La direction ne croit pas que la fluctuation des taux d'intérêt aura une incidence importante sur ses résultats d'exploitation. Une fluctuation de 1 % du taux d'intérêt sur la dette bancaire de 42,8 millions \$ accroîtrait annuellement les dépenses d'intérêt de 0,4 million \$.

Risque de change

La Société pourrait recourir à des contrats de change à terme pour couvrir certains créditeurs et, à l'occasion, des engagements d'achats futurs libellés en dollars US, en euros et en livres sterling. Une variation de 5 % du dollar canadien par rapport aux monnaies étrangères n'aurait pas d'incidence significative sur le bénéfice net de la Société. Au 30 novembre 2018, la Société était exposée au risque de change par l'intermédiaire des éléments suivants :

Actifs et passifs financiers mesurés à leurs coûts amortis

(en millier de dollars)

	Dollars US	Livres sterling	Euros
Trésorerie	2 447	247	12
Clients et autres débiteurs	8 956	196	-
Fournisseurs et autres créditeurs	(2 716)	(49)	(83)
Dette à long terme	(43)	-	-
Exposition nette	8 644	394	(71)
Taux de change du \$CA au 30 novembre 2018	1,3292	1,6940	1,5044
Impact sur le bénéfice net en fonction d'une fluctuation de 5 % du \$CA	419	24	(4)

Risque de crédit

La Société est exposée à un risque de crédit de la part de ses clients. En s'assurant d'une composition diversifiée de sa clientèle, ce risque est atténué en réduisant le montant auquel la Société est exposée envers l'un ou l'autre de ses clients. De plus, la Société utilise un système de gestion du crédit pour limiter le risque de pertes dues à l'insolvabilité ou à une faillite d'un de ses clients. Elle a également recours à l'assurance-crédit afin de réduire les pertes dues aux créances irrécouvrables. Finalement, la Société a adopté une politique de crédit qui définit les conditions de crédit devant être respectées par ses clients. Des limites précises de crédit sont établies pour chaque client et sont régulièrement révisées. Les comptes clients de plus de 60 jours dépassant leurs termes de paiement et non provisionnés représentent 4,0 % (1,3 % au 30 novembre 2017) du total des clients et autres débiteurs au 30 novembre 2018.

Les changements dans les provisions pour mauvaises créances s'établissent comme suit :

	30 novembre 2018	30 novembre 2017
(en milliers de dollars)	\$	\$
Solde au début de l'exercice	225	1 816
Provisions	374	185
Radiation de créances douteuses	(29)	(1 776)
Solde à la fin de l'exercice	570	225

Juste valeur

La juste valeur est le prix qui serait reçu pour la vente d'un actif ou payé pour le transfert d'un passif dans le cadre d'une transaction normale entre des intervenants sur le marché à la date d'évaluation. La juste valeur est fondée sur l'information disponible sur le marché. En l'absence d'une telle information, elle est estimée à l'aide de techniques d'actualisation de la valeur et d'hypothèses concernant le montant et le calendrier des flux de trésorerie futurs et les taux d'actualisation compte tenu du niveau approprié de risque lié aux instruments. La juste valeur estimative pourrait différer du montant qui serait obtenu advenant le règlement immédiat des instruments. La valeur comptable des comptes de trésoreries, comptes clients et autres débiteurs, dette bancaire, fournisseurs et autres créditeurs, et dette à long terme se rapproche de leurs juste valeur.

OPÉRATIONS ENTRE PARTIES LIÉES

Le terme « partie liée » englobe ici les principaux membres de la direction et autres parties liées décrits ci-dessous. À moins d'indication contraire, aucune opération entre parties liées n'est régie par des caractéristiques, modalités et garanties particulières. Les soldes sont généralement réglés en espèces. Les opérations entre la Société mère et ses filiales et entre les filiales elles-mêmes qui sont des parties liées ont été éliminées dans la consolidation. Ces opérations et les soldes n'apparaissent pas dans le présent document. Le détail de ces opérations effectuées dans le cadre normal des affaires entre la Société et des parties liées est présenté ci-dessous.

Opérations commerciales

Au cours de l'exercice terminé le 30 novembre 2018, les entités de la Société n'ont conclu aucune opération commerciale avec des parties liées non membres de la Société.

Autres opérations avec des parties liées

	30 novembre 2018	30 novembre 2017
(en milliers de dollars)	\$	\$
Société contrôlée par un administrateur – Jarislowsky, Fraser Ltd.		
- Frais de gestion	87	187

Ces transactions sont dans le cours normal des affaires et mesurées au montant de la contrepartie établie et convenue dans les contrats conclus par les parties liées.

Prêts à des parties liées

Aucun cadre dirigeant, cadre supérieur, administrateur ou partie liés à ces personnes n'a contracté de dette auprès de la Société.

Rémunération du personnel de direction

Le personnel de direction comprend les membres du conseil d'administration, les cadres supérieurs et les cadres dirigeants. Le tableau suivant présente la rémunération des cadres et autres membres de la direction au cours des exercices terminés le :

	30 novembre 2018	30 novembre 2017
(en milliers de dollars)	\$	\$
Salaires et autres avantages à court terme	1 384	2 750
Avantages postérieurs à l'emploi	7	60
	1 391	2 810

ESTIMATIONS COMPTABLES CRITIQUES

L'établissement d'états financiers selon les IFRS exige que la direction fasse des estimations et pose des hypothèses qui influent sur la valeur comptable des actifs et des passifs et sur les informations fournies à la date des états financiers, ainsi que sur la valeur comptable des produits et des charges de la période visée. Ces estimations sont fondées sur la connaissance qu'a la direction des événements actuels et des mesures que la Société pourrait prendre dans l'avenir. Les estimations sont volatiles de par leur nature et font l'objet d'une surveillance continue de la direction. Les résultats réels pourraient différer de ces estimations. Une analyse des estimations susceptibles d'avoir une incidence significative sur les états financiers est présentée ci-après :

i. Provisions pour créances douteuses et retours sur ventes

La direction examine ses clients et autres débiteurs à la fin de chaque période de présentation de l'information financière et estime les soldes jugés irrécouvrables. Aux fins de cet examen, la direction doit poser des hypothèses et prendre en considération certains facteurs, comme les tendances historiques en matière de recouvrement et les comptes en souffrance, pour chaque client. Si les recouvrements futurs diffèrent des provisions estimées, le résultat futur sera touché.

La Société prévoit que la marchandise déjà vendue puisse être retournée par les clients. À cette fin, la Société a posé certaines hypothèses en se fondant sur le nombre de retours de marchandises prévu dans l'avenir.

ii. Évaluation des actifs et des passifs des régimes de retraite à prestations définies

Aux fins de l'évaluation des actifs et des passifs des régimes de retraite à prestations définies, la Société doit avoir recours à des données statistiques et à d'autres paramètres servant à prévoir les variations futures. Ces paramètres sont notamment le taux d'actualisation, le taux de rendement prévu des actifs, le taux d'augmentation prévu de la rémunération, l'âge de la retraite des employés et les taux de mortalité. Si les hypothèses actuarielles s'avèrent sensiblement différentes des données réelles observées ultérieurement, il pourrait en résulter des modifications de la charge de retraite comptabilisée dans le bénéfice net ainsi que des actifs nets ou des passifs nets au titre de ces obligations présentés à l'état consolidé de la situation financière.

iii. Évaluation des stocks

L'estimation de l'incidence de certains facteurs sur la valeur de réalisation nette des stocks, comme l'obsolescence et les pertes de stocks, l'estimation du coût de l'inventaire, les cours de frais de transport et les provisions d'inventaire nécessitent un certain degré de jugement. Les quantités, l'âge, l'état des stocks et les coûts moyens sont mesurés et évalués périodiquement au cours de l'exercice.

iv. Provisions environnementales

Les provisions environnementales se rapportent à la valeur actuelle des dépenses futures estimées associées aux obligations de rétablissement de l'intégrité environnementale de certaines propriétés. Les dépenses environnementales futures sont estimées compte tenu de la méthode de remise en état et de l'ampleur des travaux prévus conformément aux exigences réglementaires, aux pratiques sectorielles, à la technologie actuelle et aux utilisations possibles du site. L'estimation du montant des dépenses environnementales futures est revue périodiquement à la lumière des informations disponibles. L'établissement de la provision nécessite le recours à des estimations et à des hypothèses telles le montant estimé des dépenses futures de remise en état, la méthode de remise en état prévue, le taux d'actualisation et le calendrier estimé de remise en état. Consulter la note 13 pour plus de détails.

v. Jugements critiques lors de l'application des politiques comptables

La Société n'a pas établi d'autre jugement critique porté par la direction dans le cadre de l'application des méthodes comptables pouvant avoir un effet important sur les montants présentés dans les états financiers consolidés.

PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES

Les principales méthodes comptables sont présentées à la note 3 des états financiers consolidés pour l'exercice financier terminé le 30 novembre 2018.

IMPACT DES NORMES COMPTABLES PUBLIÉES MAIS NON ENCORE ENTRÉES EN VIGUEUR

IFRS 15, Produits des activités ordinaires tirés de contrats avec des clients

En mai 2014, l'IASB a publié l'IFRS 15, Produits des activités ordinaires tirés de contrats avec des clients. La nouvelle norme s'applique aux exercices ouverts le ou après le 1er janvier 2018. Son application anticipée est permise. L'IFRS 15 remplacera l'IAS 11, Contrats de construction, l'IAS 18, Produits des activités ordinaires, l'IFRIC 13, Programmes de fidélisation de la clientèle, l'IFRIC 15, Contrats de construction de biens immobiliers, l'IFRIC 18, Transferts d'actifs provenant de clients, et la SIC-31, Produits des activités ordinaires – opérations de troc impliquant des services de publicité. La norme prévoit un modèle unique qui s'applique aux contrats avec des clients ainsi que deux approches de la comptabilisation des produits : à un moment donné ou au fil du temps. Le modèle proposé consiste en une analyse en cinq étapes des transactions, axée sur les contrats et visant à déterminer si les produits des activités peuvent être comptabilisés et si oui, à quel montant et à quel moment. De nouveaux seuils ont été mis en place relativement aux estimations et aux jugements, ce qui pourrait avoir une incidence sur le montant des produits comptabilisés et/ou sur le moment de leur comptabilisation. La nouvelle norme s'applique aux contrats avec des clients. Elle ne s'applique pas aux contrats d'assurance, aux instruments financiers ou aux contrats de location, lesquels entrent dans le champ d'application d'autres IFRS. La Société adoptera l'IFRS 15 dans ses états financiers de l'exercice débutant le 1er décembre 2018. La Société ne prévoit pas que la norme aura une incidence importante sur ses états financiers consolidés.

IFRS 9, Instruments financiers

En juillet 2014, l'IASB a publié la version complète de l'IFRS 9 (IFRS 9 (2014)). La date d'entrée en vigueur obligatoire de l'IFRS 9 vise les exercices ouverts le ou après le 1er janvier 2018 et doit être appliquée rétrospectivement, sous réserve de certaines exemptions. L'adoption anticipée est autorisée. Le retraitement des périodes antérieures n'est pas exigé, et il est permis uniquement si l'information est disponible sans avoir recours à des connaissances a posteriori. L'IFRS 9 (2014) met en place de nouvelles exigences relatives au classement et à l'évaluation des actifs financiers. En vertu de l'IFRS 9 (2014), les actifs financiers sont classés et évalués au coût après amortissement en fonction du modèle économique selon lequel ils sont détenus et des caractéristiques de leurs flux de trésorerie contractuels. La norme instaure des changements additionnels relativement aux passifs financiers. Elle modifie également le modèle de dépréciation en introduisant un nouveau modèle fondé sur les « pertes sur créances attendues » pour le calcul de la dépréciation. L'IFRS 9 (2014) comprend aussi de nouvelles règles générales de comptabilité de couverture, ce qui aura pour effet d'aligner davantage la comptabilité de couverture sur la gestion des risques. Ces nouvelles règles ne modifient pas en profondeur les types de relations de couverture ni l'obligation d'évaluer et de comptabiliser l'inefficacité de la couverture; toutefois, elles offriront un plus grand nombre de stratégies de couverture utilisées aux fins de la gestion des risques satisfaisant aux conditions d'application de la comptabilité de couverture, et feront davantage appel au jugement dans le cadre de l'évaluation de l'efficacité d'une relation de couverture. Des dispositions transitoires particulières ont été établies aux fins de l'application des nouvelles règles générales de comptabilité de couverture.

La Société adoptera l'IFRS 9 (2014) dans ses états financiers consolidés pour l'exercice ouvert le 1er décembre 2018. La Société ne prévoit pas que la norme aura une incidence significative sur ses états financiers consolidés.

IFRS 16, Contrats de location

Le 13 janvier 2016, l'IASB a publié l'IFRS 16, Contrats de location. Cette nouvelle norme s'applique aux exercices ouverts le ou après le 1er janvier 2019. L'adoption anticipée est permise pour les entités qui adoptent également l'IFRS 15, Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients, à la date de l'adoption initiale de l'IFRS 16 ou qui l'ont adopté avant cette date. L'IFRS 16 remplacera l'IAS 17, Contrats de location. Cette norme instaure un modèle unique de comptabilisation par le preneur et oblige ce dernier à comptabiliser les actifs et les passifs liés à tous les contrats de location d'une durée de plus de 12 mois, à moins que la valeur de l'actif sous-jacent soit faible. Le preneur est tenu de comptabiliser un actif lié au droit d'utilisation de l'actif sous-jacent et un passif lié au contrat de location qui représente son obligation d'effectuer des paiements locatifs. Cette norme reprend en substance les exigences de comptabilisation pour le bailleur qui sont énoncées dans l'IAS 17, tout en exigeant de ce dernier qu'il présente des informations plus exhaustives. D'autres aspects du modèle de comptabilisation des contrats de location ont été touchés, y compris la définition d'un contrat de location. Des dispositions transitoires ont également été prévues. La Société adoptera l'IFRS 16 dans ses états financiers de l'exercice ouvert le 1er décembre 2019. La Société n'a pas encore évalué l'incidence de cette norme sur ses états financiers consolidés.

INFORMATION SUR LES ACTIONS EN CIRCULATION

Au 30 novembre 2018, 8 506 554 actions ordinaires étaient en circulation (identique à l'an dernier). La Société a autorisé l'émission d'un nombre illimité d'actions ordinaires sans valeur au pair. Au 14 février 2019, 8 506 554 actions ordinaires étaient en circulation.

ÉVÉNEMENT SUBSÉQUENT

Aucun événement subséquent à rapporter.

PERSPECTIVES

La Société est restée sur la voie d'une gestion de trésorerie prudente en 2018 afin de conserver sa relation privilégiée avec ses prêteurs TD / BMO. Les priorités de la Société restent les suivantes : réduire les stocks, augmenter la rotation des stocks, réduire l'emprunt bancaire et améliorer la rentabilité. Goodfellow a retrouvé sa rentabilité pour l'exercice 2018 et malgré des difficultés économiques importantes dans son réseau de distribution canadien, a budgétisé un rendement historique profitable en 2019 grâce à des gains de parts de marché et à de meilleures initiatives de service à la clientèle.

ATTESTATION

Contrôles et procédures de communication de l'information et contrôles internes à l'égard de l'information financière

La direction de la Société est responsable d'établir et de maintenir des systèmes de contrôle, des procédures et des systèmes d'information, et des contrôles internes appropriés sur les rapports financiers. Le président et chef de la direction ainsi que le chef de la direction financière, de concert avec la direction, suite à une évaluation de la conception et de l'efficacité des contrôles et procédures de divulgation, et des contrôles internes sur les rapports financiers au 30 novembre 2018, concluent que les contrôles et procédures de divulgation, et les contrôles internes sur les rapports financiers sont efficaces. L'évaluation a été réalisée conformément à l'approche du Committee of Sponsoring Organizations of the Treadway Commission (COSO 2013) adoptée par la Société.

Au 30 novembre 2017, nous avons signalé une lacune importante dans la conception des contrôles internes de la Société sur les rapports financiers dans le domaine du contrôle des stocks, en raison principalement de la mise en œuvre du système ERP le 1er décembre 2015. En 2017, la direction a entrepris une révision exhaustive et en profondeur des transactions traitées par le nouveau logiciel ERP dans le but de résoudre toutes les déficiences de conception et de mettre en œuvre des contrôles compensatoires pour atténuer le risque de fausse déclaration importante. Les changements importants dans les contrôles internes ont été les suivants :

- La mise en œuvre de plusieurs contrôles de prévention et de détection sur le cycle des stocks, soit directement dans le système ERP soit à l'aide de contrôles de révision de la direction;
- L'établissement de contrôles de surveillance, de rapports d'exception, de vérification d'édition et d'autres outils pour améliorer l'exactitude des informations provenant du système ERP;
- L'établissement de contrôles sur la gestion des stocks et des rapports financiers, y compris les contrôles de révision de la direction sur le coût, l'évaluation et les mouvements de stocks;
- L'augmentation du niveau de surveillance et de révision des soldes de stocks;
- L'augmentation de la formation et de la conscientisation dans l'ensemble de l'entreprise.

Cependant, au 30 novembre 2017, la lacune importante persistait, car les contrôles mis en place pour remédier à la situation n'avaient pas fonctionné suffisamment longtemps pour permettre une évaluation adéquate de leur efficacité. En 2018, nous avons testé les contrôles mis en place. Nous sommes maintenant convaincus que les contrôles ont fonctionné suffisamment longtemps pour permettre de conclure que la faiblesse significative est remédiée.

Sous réserve de ce qui précède, aucun changement dans les contrôles internes de la Société n'a été apporté dans les rapports financiers au cours des trois mois et douze mois terminés le 30 novembre 2018 qui a eu ou dont on peut raisonnablement penser qu'il aura une incidence importante sur les contrôles internes de la Société à l'égard de ses rapports financiers.

Delson, le 14 février 2019



Patrick Goodfellow
Président et chef de la direction



Charles Brisebois, CPA, CMA
Chef de la direction financière